INITIATIVE POPULAIRE

Les donateurs versant plus de 10 000 francs par an aux partis politiques devraient être connus. C'est ce que réclament le Parti socialiste, les Verts, le PBD et leurs alliés.

Assaut contre l'opacité financière

PHILIPPE BOEGLIN

Trois Suisses sur quatre souhaitent davantage de transparence dans le financement des partis et des campagnes politiques. C'est du moins le verdict d'un sondage sur internet réalisé récemment par l'association Vimentis. Le résultat n'a pas échappé à l'alliance porteuse de l'initiative populaire «pour plus de transparence dans le financement de la vie politique», qui l'a mis en exergue hier à Berne au moment du lancement de la récolte des signatures. «Notre texte ne demande pas la lune et ne veut en aucun cas interdire les dons. Il s'agit en fait juste d'une évidence», a plaidé Lisa Mazzone, conseillère nationale (verts, GE).

Les initiants – qui comprennent notamment le PS, les Verts et le Parti bourgeois-démocratique (PBD) – exigent la publication de tous les donateurs, personnes ou entreprises, ayant offert 10 000 francs ou plus par an, en argent ou en nature. Cela concernerait les versements octroyés aux partis politiques, mais aussi aux comités. Les organisations économiques, syndicats et partis devraient communiquer le budget et les sponsors de leurs campagnes lors de votations ou d'élections fédérales si l'enveloppe utilisée franchit la barre des 100 000 francs. En outre, les cadeaux anonymes se verraient prohibés.

«Qui investit des millions dans cette campagne?», interrogent des parlementaires qui soutiennent l'initiative. KEYSTONE

Exception suisse

«La Suisse est l'unique pays d'Europe qui ne réglemente pas le financement des partis et des autres acteurs politiques importants», déplore Rosmarie Quadranti, conseillère nationale (pbd, ZH). «Pourtant, aucun politicien n'a de raison de se gêner pour les montants importants qu'il reçoit. Car, finalement, nous adhérons aux intérêts et positions des individus, des organisations ou des entreprises qui nous soutiennent.»

«En Europe, la Suisse est seule à ne pas avoir de réglementation»

ROSMARIE QUADRANTI

Pour Guillaume Saouli, co-président du Parti pirate également membre de la coalition, le monde politique ne doit plus «seulement exiger la probité et la transparence chez les autres. Il doit montrer lui-même l'exemple par l'acte».

L'influence exercée sur l'opinion publique est centrale dans ce débat. «On dit qu'il faut un demi-million de francs, ou un peu plus, pour orienter les gens dans un sens ou dans l'autre», affirme Guillaume Saouli. «Pour que l'opinion puisse se forger librement, elle doit disposer de toutes les informations», et donc savoir qui paie qui, selon Lisa Mazzone. Des avis appuyés par Claudio Kuster, le bras droit de Thomas Minder dans la campagne pour l'initiative «contre les rémunérations abusives»: «Lorsqu'on débourse 50 000 fr. pour un politicien ou un parti, on attend clairement un retour sur investissement.»

Mur bourgeois

En empoignant ce sujet âprement débattu depuis fort longtemps, l'alliance s'attaque au mur formé par les partis bourgeois. Car, à l'exception du modeste PBD, aucun des «trois grands» (PDC, PLR, UDC) n'a pris place dans le bateau. Pourtant, début janvier, les pontes socialistes Roger Nordmann (VD) et Christian Levrat (FR) avaient annoncé avoir réuni un large front pour cette initiative, allant jusqu'au centre droit.

Que s'est-il passé entre-temps? «De nombreux politiciens bourgeois déclarent, par exemple sur la plate-forme internet «smartvote», désirer davantage de transparence. Mais, au moment où nous avons contacté leurs partis pour leur proposer de nous rejoindre, tous ont décliné», relate Nadine Masshardt, conseillère nationale (ps, BE). Les initiants ne pourront d'ailleurs pas compter sur le précieux soutien du conseiller aux Etats indépendant Thomas Minder (SH), bien que son proche collaborateur Claudio Kuster s'engage dans la coalition.

Sanctions prévues

Pour se prémunir des critiques dénonçant un excès de bureaucratie, l'alliance souligne qu'elle ne place pas sous la loupe les versements inférieurs à 10 000 francs annuels par personne. Pour les cadeaux plus importants, elle propose que «les partis présents à l'Assemblée fédérale présentent chaque année leurs comptes et la liste des donateurs auprès de la Chancellerie fédérale, qui les rendrait à son tour publics», détaille Nadine Masshardt.

Les initiants agitent tout de même le spectre de sanctions. Et, pour montrer l'exemple, ils dévoilent leur budget pour la récolte des 100 000 signatures. «Nous disposons de 250 000 fr., dont 180 000 proviennent du Parti socialiste. Le reste se répartit en dons individuels inférieurs à 10 000 francs», glisse Nadine Masshardt. ❙

DES CANTONS ONT FRANCHI LE PAS

Alors que la bataille au niveau fédéral vient à peine de commencer, certains cantons exigent déjà la transparence du financement des partis politiques. C'est le cas de Neuchâtel, où les partis doivent annoncer à la Chancellerie d'Etat les dons ou promesses dès 5000 francs qu'ils reçoivent, ainsi que les noms des donateurs. A Genève, chaque parti politique, association ou groupement qui dépose des listes de candidats pour des élections cantonales ou municipales, dans les communes de plus de 10 000 habitants, soumet chaque année ses comptes et la liste complète de ses donateurs. Les dons anonymes sont interdits.
Enfin, à Fribourg, les citoyens voteront sur une initiative cantonale de la Jeunesse socialiste. Le texte demande que les partis et les organisations publient les budgets et sources de financement de leurs campagnes. L'identité des personnes physiques serait communiquée au-delà de 5000 francs par an. L'initiative exige aussi que les élus des autorités cantonales publient les revenus tirés de leur mandat et des activités liées. PBO

TROIS QUESTIONS À...

KEYSTONE

Philippe Nantermod

> Conseiller national et vice-président du PLR, le Valaisan redoute le surcroît de bureaucratie qui pourrait naître de l'initiative.

1. Qu'est-ce qui vous rebute dans cette initiative?
Elle introduirait une énorme bureaucratie, notamment via la création d'organismes de surveillance. Et puis, ce texte ne sert à rien. On voit qu'aux Etats-Unis, le financement fait l'objet de règles très détaillées, mais cela n'a de loin pas mis fin à l'opacité.

2. Le Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO), instance du Conseil de l'Europe, demande depuis des années à la Suisse de faire des efforts. Pourquoi ne pas suivre?
D'une part, les pays disposant d'une telle législation sont loin d'être des modèles dans la lutte contre le blanchiment d'argent. D'autre part, plus généralement, je m'oppose avec véhémence à la tendance de notre société qui veut faire la transparence sur tout. Il y a une multitude de choses relevant de ma vie privée que je veux cacher, et qui sont totalement licites.

3. Un sondage récent de Vimentis sur internet relève que la majorité des électeurs du PLR et du PDC souhaitent davantage de transparence...
Eh bien tant mieux pour les initiants. Cela montre qu'ils ont de bonnes chances de gagner. A nous de renverser la vapeur le moment venu.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BOEGLIN

PUBLICITÉ

Découvrez plus de 150 excellents
vins d'été

Gamay VD
La Caille
AOC 2014
46.– 6x70 cl
55.–

Assemblage
L'As de Cœur VD
AOC 2014
51.50 6x75 cl
65.–

-30% sur tout le poisson frais
hors fruits de mer et crustacés

1.50 500 g
2.50
Fraises
d'Espagne

5.80 kg
8.90
Poulet 900-1200 g
frais de Suisse

Offre valable jusqu'au samedi 30 avril

ALIGRO
Matran • Chavannes-Renens • Genève • Sion